

L'élection fédérale canadienne du 2 mai 2011

Pierre Martin

Politologue au CNRS, UMR PACTE, chargé de mission FNSP à l'IEP de Grenoble.

La 41^{ème} élection fédérale canadienne du 2 mai 2011 a été marquée par la victoire des Conservateurs qui progressent et obtiennent la majorité des sièges, une percée sans précédent du NPD qui devient le second parti à la Chambre, un effondrement du Bloc québécois et un fort recul des Libéraux.

Ce bouleversement électoral s'est entièrement passé durant la campagne électorale¹ et ne correspond pas à des changements d'attitude des électeurs sur les grandes questions de l'évolution du pays et de la qualité du gouvernement². Mais loin de signifier que cette victoire des Conservateurs et cette percée du NPD soient circonstancielle, liées à la campagne électorale et aux personnalités des leaders, nous allons montrer qu'au contraire, elles ont été la concrétisation brutale de possibilités inscrites dans la situation politique depuis 2008.

I/ Les causes de cette élection et la situation politique depuis octobre 2008

Stephen Harper est à la tête d'un gouvernement minoritaire conservateur depuis l'élection du 23 janvier 2006 marquée par la défaite des Libéraux au pouvoir depuis 1993. Il a été reconduit lors de l'élection du 14 octobre 2008 en gagnant des sièges, sans atteindre la majorité absolue, et en infligeant une nette défaite aux Libéraux menées par Stéphane Dion.

¹ C.F. Rapport enquête EKOS iPOLITICS.ca du 1 mai 2011 : « weekly tracking of federal vote intention », p. 7.

Depuis cette victoire électorale un peu trop courte (143 sièges sur 308), les Conservateurs ont géré habilement la crise économique et financière et Stephen Harper a fait preuve d'intelligence, de compétence et de maîtrise, sans toutefois éviter l'arrogance et les maladresses. Si bien que depuis plus de deux ans la situation politique était assez stable avec des Conservateurs nettement dominants mais faisant régulièrement preuve d'arrogance et provoquant ainsi un mouvement de recul dans l'opinion. Depuis le début de l'année, la situation des Conservateurs était bonne et ceux-ci estimaient qu'ils avaient intérêt à une élection, à condition de pouvoir l'imputer à leurs opposants, car la majorité des électeurs ne voulait pas d'élection. Cette situation a ainsi poussé les Conservateurs à présenter un budget sans faire aucune concession aux partis d'opposition, pour les conduire à le repousser ou à se désavouer en le laissant passer.

On est *a priori* plus surpris par l'attitude offensive de l'opposition libérale menée par Michael Ignatieff. Alors que les sondages lui étaient défavorables, celui-ci a fait le choix de pousser aux élections. Cette situation paradoxale s'explique par la lassitude de la direction libérale autour d'Ignatieff qui, constatant qu'elle avait échoué à redresser durablement sa situation dans l'opinion et restant persuadée que le parti libéral est le parti naturel de gouvernement du Canada, a estimé que seule la politisation de la campagne électorale permettrait à M. Ignatieff d'être écouté par les électeurs. Ajoutons que les Libéraux étaient également persuadés que cette situation de gouvernement minoritaire, où ils étaient conduits à «tolérer» les Conservateurs et ainsi à en paraître complices, ne leur permettait pas de se différencier et de s'affirmer suffisamment.

Du côté des autres partis d'opposition, les Néo-démocrates et le Bloc, il ne leur était pas possible de paraître complices des Conservateurs sans rien n'en obtenir, contrairement à d'autres fois, sans courir le risque du discrédit. La double fermeté des Libéraux et des Conservateurs ne leur laissait pas le choix. C'est ainsi qu'une motion de défiance, sur le budget, proposée par les Libéraux, fut adoptée par la Chambre des Communes le vendredi 25 mars et des élections furent annoncées pour le 2 mai.

On doit de plus ajouter que les caisses électorales des partis étaient pleines et que les «guerriers partisans» s'impatientaient, contrairement aux électeurs.

II/ Les stratégies électorales des différents partis

² *Ibid.*, « Direction of country » et « Direction of government », p.8.

Les Conservateurs ont mené une campagne profil bas, pariant sur la démobilisation des électeurs de l'opposition, sur leur meilleure machine électorale pour mobiliser les leurs, et ciblant des groupes précis d'électeurs dans les circonscriptions qu'ils estimaient gagnables dans l'unique objectif de conquérir une vingtaine de sièges pour atteindre la majorité absolue à la Chambre. Leur campagne nationale, centrée sur le danger de l'instabilité politique que provoquerait un Parlement sans majorité résultant d'une élection que les partis d'oppositions ont provoquée contre le souhait des électeurs, a consisté à demander aux électeurs de leur donner une majorité nette pour pouvoir continuer à travailler pour le Canada. S. Harper a présenté l'élection comme un choix entre un gouvernement majoritaire conservateur et une coalition imprudente des Libéraux, du NPD et du Bloc, même si les autres partis démentaient cette hypothèse. Il a promis une politique plus sécuritaire et la suppression du financement public des partis politiques. Au niveau des publics ciblés, Harper a celé sa réconciliation avec le gouvernement conservateur de Terre-Neuve en subventionnant généreusement le projet de barrage sur la rivière Churchill ; il a courtisé les communautés juives et asiatiques dans l'objectif de faire basculer des circonscriptions métropolitaines à Toronto et Vancouver et a attaqué le NPD sur son soutien à l'enregistrement obligatoire des armes à feu, politique très mal vue dans les milieux ruraux de l'Ouest et du Nord où des députés NPD sont en porte à faux vis-à-vis de leurs électeurs sur cette question. Harper a fait l'impasse sur le Québec, estimant que toute nouvelle concession le mettrait en danger dans son électorat anglophone. Dans cette province les Conservateurs ont mené une campagne purement défensive pour y conserver leurs 11 sièges. Comme lors des élections précédentes, Harper s'est engagé à ne pas revenir sur la liberté de l'avortement et le mariage gay.

La campagne libérale a été centrée sur la dénonciation de l'autoritarisme de Harper qui a bafoué les droits du Parlement et n'était ainsi pas conforme aux valeurs canadiennes. Ce qui illustre l'hypothèse fondamentale des Libéraux selon laquelle les électeurs de centre droit allaient revenir naturellement vers eux, parti naturel du gouvernement, quand la politisation résultant de la campagne les pousserait à faire un choix. M. Ignatieff a également accusé S. Harper d'avoir un agenda caché sur la réforme du système de santé, préoccupation principale des électeurs, tout en proposant des aides pour les familles les plus en difficulté et, comme le NPD, la fin des exonérations de taxes pour les grandes entreprises. M. Ignatieff a négligé le fait que le fonctionnement des institutions intéresse très peu les électeurs, même si la majorité des électeurs et des commentateurs partagent son jugement sur les méthodes des Conservateurs.

Le Bloc avait prévu une campagne essentiellement centrée sur la critique du gouvernement Harper qui n'en fait pas assez pour le Québec, dans l'objectif de conquérir des sièges conservateurs autour de Québec.

Les Néo-démocrates affichaient tout d'abord des ambitions limitées et leur leader convaléscent a commencé sa campagne par le Québec dans l'espoir d'y conforter sa progression de 2008 aux dépens du Bloc. Le NDP visait les nombreux sympathisants de gauche du Bloc. Les positions du NPD et du Bloc étaient en effet semblables sur tous les sujets excepté la souveraineté du Québec. Mais justement, pour beaucoup d'électeurs la souveraineté n'était pas en jeu dans cette élection et le NPD bénéficiait d'un avantage comparatif car son chef, Jack Layton, était effectivement candidat au poste de Premier ministre, et le faisait savoir, contrairement à celui du Bloc. Le NPD a centré ses propositions sur le social et la santé tout en prenant des positions favorables au Québec sur les questions linguistiques et constitutionnelles.

Dans un premier temps, jusqu'aux débats télévisés anglophones et francophones des 12 et 13 avril, rien ne bougeait dans les sondages nationaux, à la satisfaction des Conservateurs et au désespoir des Libéraux. Ceux-ci, qui commençaient à être en difficulté, ont mobilisé la mémoire des gouvernements Libéraux précédents avec Paul Martin et surtout Jean Chrétien. A partir du 20 avril, les milieux politiques ont pris conscience que quelque chose se passait au Québec où le NPD était en train de dépasser le Bloc, et à partir de là tout s'est accéléré. Le 25 avril des sondages ont indiqué que le NPD dépassait les Libéraux pour la seconde place, les Conservateurs restant stables³. L'effondrement du Bloc s'accroissant au Québec où le NPD s'envolait, les Libéraux ont commencé à s'effriter, le NPD s'installant fermement en seconde position et les Conservateurs commençant eux-mêmes à voir leur avance sur le NPD s'effriter quelque peu. En une semaine le « JackQuake » avait eu lieu, confirmant les analyses qui indiquaient⁴ que c'est toujours la semaine qui suit les deux débats télévisés qui est décisive, car c'est alors que les électeurs polarisent leur attention sur la campagne électorale.

Dans la dernière semaine, la campagne a changé de nature, les autres partis se trouvant obligés de mener une campagne anti-NPD qu'ils n'avaient absolument pas prévue. M. Ignatieff a mis en cause le réalisme programmatique et la compétence gouvernementale du NPD, adjurant les électeurs de revenir vers le centre. Gilles Duceppe, leader du Bloc, a

³ Sur ce décalage temporel entre la percée NPD au Québec et dans le reste du Canada, voir enquête EKOS 1 mai, p. 10 et 12.

⁴ C.F. "Debates launch party leaders into a make-or-break week", John Ibbitson, *Globe and Mail*, 14 avril 2011.

dénoncé le fédéralisme du NPD et appelé à la rescousse la vieille garde souverainiste avec Jacques Parizeau. S. Harper a lui aussi attaqué le NPD sur son programme économique, agitant le risque d'une augmentation du prix de l'essence et appelant les électeurs libéraux à le rejoindre pour contrer le NPD. Mais ces leaders avaient la rude tâche de mobiliser les électeurs contre l'espoir d'un changement et le programme du NPD est si modéré (même pas de retour sur les baisses d'impôt bénéficiant aux plus riches effectuées par les Conservateurs) que les financiers de Bay Street n'arrivaient même pas à faire semblant d'avoir peur.

III/ Les résultats

Les résultats sur l'ensemble du Canada montrent un redressement de la participation (61,3 % contre 58,8 % en 2008), qui confirme cependant son bas niveau depuis l'élection de 2000 (61,2 % contre 67 % en 1997 et 70,9 % en 1993). Les Conservateurs avec 39,6 % des suffrages exprimés arrivent très nettement en tête, progressent de 2 points sur 2008, et obtiennent 166 sièges (+ 23) sur 308. Ils progressent partout sauf au Québec. Le NPD arrive très nettement second avec 30,6 % (+ 12,4 points) et 103 sièges (+ 66) dont 59 (+ 58) au Québec. C'est le meilleur résultat jamais obtenu par le NPD et la première fois qu'il constituera l'opposition officielle. Le NPD progresse partout en % de voix sauf à Terre-Neuve. Les Libéraux, avec 18,9 % (contre 26,2 % en 2008) et 34 sièges (- 43) subissent un désastre sans précédent, ne résistant que dans les provinces de l'Atlantique où ils conservent 12 sièges (- 5) sur 32. Le Bloc s'effondre avec 23,4 % au Québec (- 15,7 points) et 4 sièges, en perdant 44 au profit du NPD et son statut de parti officiel à la Chambre. Les verts, qui avaient été exclus des débats des chefs contrairement à 2008, sont en net recul avec 3,9 % contre 6,8 % en 2008, mais parviennent à gagner un siège pour la première fois, faisant élire leur leader Elizabeth May en Colombie-Britannique, dans une circonscription où ils avaient concentré leurs moyens. Michael Ignatieff et Gilles Duceppe sont battus dans leurs propres circonscriptions et doivent démissionner de leurs fonctions de leader des Libéraux et du Bloc.

L'analyse régionale des résultats permet de distinguer le Québec où la percée du NPD est très spectaculaire, avec 42,9 % (contre 12,2 % en 2008) aux dépens de tous les autres partis, le Bloc en premier lieu, mais aussi les Libéraux (14,2 %, - 9,5) et les Conservateurs (16,5 %, - 5,2). Avec 7 (- 7) et 5 (- 6), les Libéraux et les Conservateurs résistent mieux que le

Bloc qui n'en a plus que 4 (- 44⁵). Les Libéraux ont résisté dans leurs fiefs de milieux favorisés et anglophones de Montréal et les Conservateurs dans certaines zones rurales francophones.

Dans le Canada anglais les Conservateurs arrivent en tête dans toutes les provinces sauf Terre-Neuve. Ils confirment leur domination écrasante dans l'Ouest et progressent en voix et en sièges, particulièrement dans l'Ontario, aux dépens des Libéraux. Ceux-ci reculent également au profit du NPD, tout en profitant, comme le NPD, du recul des verts. Dans le Canada anglais, la progression du NPD est moins spectaculaire, mais il dépasse cependant les Libéraux dans l'Ontario (25,6 % et 22 sièges contre 25,3 % et 11) et les distance dans la Colombie-Britannique (32,6 % et 12 sièges contre 13,3 % et 2). Les Libéraux ne dépassent plus le NPD que dans deux provinces (Terre-Neuve, IPE) sur 10 contre 6 en 2008.

IV/ Quelques éléments d'explication

Concernant la victoire conservatrice

Celle-ci résulte de plusieurs facteurs qui sont principalement : (1) *la bonne gestion* de la crise économique par le gouvernement Harper, (2) *la modération* dont celui-ci a su faire preuve sur certaines questions de société comme l'avortement et le mariage gay, (3) *la construction d'une machine électorale* conservatrice très supérieure à celle des libéraux par sa capacité de financement et de ciblage des électeurs, (4) *le travail de fond des conservateurs vers diverses communautés* jusque là acquises aux Libéraux (juifs, asiatiques, Inuits...) qui leur a permis de construire une coalition électorale basée sur l'adhésion aux valeurs conservatrices (libre entreprise, loi et ordre, conception traditionnelle de la famille), (5) *la capacité stratégique de Harper* qui lui a permis de définir une stratégie électorale efficace (rendre l'opposition responsable des élections, dénonciation d'une éventuelle coalition, appel à la stabilité gouvernementale, attaque sur le financement public des partis politiques) et de s'y tenir.

Concernant la percée néo-démocrate aux dépens des Libéraux et du Bloc

⁵ Le Bloc avait perdu un siège vers les Conservateurs lors d'une partielle en 2009.

Le positionnement d'Ignatieff: celui-ci a négligé par trop sa gauche. Ignatieff qui avait été battu par Stéphane Dion lors de la désignation du chef des Libéraux en décembre 2006 a pris le pouvoir au sein des Libéraux quand Dion a été renversé en décembre 2008 après sa défaite aux élections d'octobre 2008 et sa tentative de renverser Harper en formant une coalition avec le NPD et le Bloc en novembre. C'est en réaction à cette tentative de coalition à gauche que l'aile droite soutenant Ignatieff a renversé Dion. Dion représentait une tradition libérale de centre gauche interventionniste et fortement fédéraliste (antisouverainiste) dans la tradition de Trudeau et de Jean Chrétien. C'est dans cette logique que Dion avait tenté une politique de rapprochement avec les verts d'Elizabeth May, l'imposant dans les débats télévisés, lui réservant même une circonscription et faisant la promotion d'une taxe carbone pour lutter contre le réchauffement climatique. M. Ignatieff au contraire, éloigné du Canada depuis 1978 par sa brillante carrière universitaire, dont 20 ans (1985-2005) aux Etats-Unis (Harvard) et qui a approuvé la guerre en Irak en 2003, dans la lignée d'une tradition de centre droit représentée par Turner en 1984 et Paul Martin ensuite, était persuadé que c'est le positionnement trop à gauche (et trop centralisateur/fédéraliste) qui a fait perdre aux Libéraux le soutien des milieux d'affaires, de l'Ouest, et des nationalistes modérés au Québec. C'est ainsi que fort logiquement il a complètement abandonné la politique de Dion concernant l'écologie et une coalition avec le NPD.

L'impopularité des gouvernements provinciaux Libéraux. On doit remarquer que les Libéraux dirigent les gouvernements provinciaux dans les trois plus grandes provinces : Ontario, Québec, Colombie-Britannique. Ces gouvernements sont devenus impopulaires sans doute parce qu'ils ont été, bien plus que le gouvernement fédéral, exposés aux conséquences de la crise économique. En Colombie-Britannique, le Premier ministre Libéral a dû démissionner face à la révolte des électeurs. Au Québec, le Premier ministre Libéral Jean Charest bat tous les records d'impopularité mais s'accroche. Dans l'Ontario, le gouvernement Libéral est donné perdant face aux Conservateurs pour les élections provinciales de l'automne et un maire de droite radicale a été élu à Toronto face à l'establishment politique local Libéral. Les Libéraux ont de plus perdu le gouvernement du Nouveau Brunswick au profit des Conservateurs le 27 septembre 2010. Même si les partis provinciaux et fédéraux sont distincts, il est difficile de penser que cette situation n'a pas pesé défavorablement pour les Libéraux fédéraux dans ces provinces clés.

Le déclin du souverainisme au Québec. L'échec du Bloc n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Il s'inscrit dans une dynamique de déclin du souverainisme dès la fin des années 90, après la défaite référendaire de 1995. Aux élections provinciales, le Parti

Québécois est tombé à 33,2 % en 2003 (contre 42,9 % en 1998) puis à 28,3 % en 2007, ne se redressant à 35,2 % en 2008 que grâce à l'incapacité de l'ADQ à transformer son succès de 2007. Mais il n'est pas l'abris d'une double percée lors des prochaines élections d'une nouvelle formation au centre droit derrière l'ancien ministre péquiste François Legault et de Québec Solidaire à gauche, en relations avec le NPD⁶. Le Bloc lui-même reculait constamment depuis 2004 (48,9 %) avec 42,1 % en 2006 et 38,1 % en 2008.

Le thème de la coalition. La banalisation de l'idée d'une possible coalition entre Libéraux, NPD et Bloc comme seule alternative à un gouvernement conservateur par la campagne de S. Harper - après la tentative de Dion et la coalition en Grande-Bretagne – malgré les dénégations d'Ignatieff, a été d'autant plus efficace qu'elle correspondait à la réalité des rapports de forces. Cette banalisation a joué en faveur du NPD car son chef était de loin le leader le plus populaire de l'opposition.

V/ Les conséquences politiques de cette élection

Cette élection est tout d'abord une double victoire pour Stephen Harper. Non seulement il peut maintenant former un gouvernement majoritaire pour cinq ans, mais de plus il voit se profiler avec l'effondrement des Libéraux, la possibilité de transformer fondamentalement la vie politique canadienne en installant les Conservateurs comme le nouveau parti naturel de gouvernement du Canada. Son seul point noir est l'échec des Conservateurs au Québec.

Ruinés, sans leader et sans stratégie, après le plus grand désastre électoral de leur histoire, les Libéraux apparaissent en effet dans une situation désespérée, avec de plus la perspective ou le risque de nouvelles défaites aux élections provinciales de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique. Un éventuel redressement sera très long, s'il est possible. La coalition électorale libérale est en grande partie effondrée et surtout elle paraît peu adaptée à l'époque actuelle, elle est entièrement à reconstruire, ainsi qu'un appareil partisan efficace.

Le NPD est maintenant devenu l'opposition officielle en devançant les Libéraux, situation dont il rêvait depuis 1935, la première élection à laquelle avait concouru son ancêtre

⁶ Le sondage postélectoral réalisé les 5-6 mai au Québec par Leger-Marketing et publié dans *Le Devoir* du 7 mai indique (p. 7) que la première motivation des électeurs NPD était : « J'en avais assez des autres partis et je voulais du changement ». De plus, sur la partie de ce sondage rendue publique le 10 mai, on note (p. 10) que le positionnement gauche/droite des électeurs NPD est dans la moyenne de l'électorat québécois, nettement moins

le CCF. Mais cette situation a été en grande partie obtenue grâce à une percée fulgurante au Québec où son implantation est faible et où les électeurs ont de faibles attaches avec les partis fédéraux. Réussir son insertion en profondeur dans la vie politique québécoise est un enjeu maintenant essentiel pour le NPD, mais qui est loin d'être facile à atteindre sans implantation dans la politique provinciale. Il lui faudra également gérer la compatibilité des promesses faites au Québec et de son implantation dans le reste du Canada. Il lui faudra également s'imposer comme une alternative crédible au gouvernement conservateur, ce qui ne sera pas sans difficultés avec son aile gauche.

La question d'une unification de « la gauche », c'est à dire des Libéraux et du NPD, sur le modèle de la réunion de la droite en 2003 entre progressistes-conservateurs et alliancistes est relancée par les résultats de cette élection, surtout dans l'aile gauche des Libéraux et certains milieux intellectuels très hostiles aux Conservateurs. Si la question est naturelle, cette perspective semble très peu probable à brève échéance.

VI/ La situation de cette élection dans l'évolution du système partisan canadien

Les mouvements majeurs auxquels cette élection a donné lieu sont très significatifs d'une élection dans une phase de réalignement électoral où les forces politiques ne s'affrontent pas seulement pour le pouvoir mais pour leur place au sein du système, sinon pour leur existence même. On voit bien maintenant que les élections de 2004 et 2006 constituaient un moment de rupture de l'ordre électoral en place depuis l'élection fédérale de 1993, caractérisée par une domination des Libéraux, la présence significative du Bloc et la division de la droite, dominée par la nouvelle droite radicale de l'Ouest. Pour savoir si l'élection de 2011 est une élection de réalignement qui fixe un nouvel ordre électoral, il faudra attendre les prochaines élections qui seules nous indiqueront si l'action des leaders politiques et les évolutions de l'opinion ont permis la consolidation de ce nouvel ordre électoral dominé par l'affrontement de deux partis, les Conservateurs à droite et le NPD à gauche.

Pierre Martin

Politologue au CNRS, UMR PACTE, chargé de mission FNSP à l'IEP de Grenoble.

à gauche que ceux du Bloc, les électeurs conservateurs étant les plus à droite et ceux des Libéraux les plus centristes.

Tableau I : Ensemble Canada

	2000	2004	2006	2008	2011
Votants	61,2 (301)	60,5 (308)	64,7 (308)	58,8 (308)	61,3 (308)
Verts		4,3	4,5	6,8	3,9 (1)
NPD	8,5 (13)	15,7 (19)	17,5 (29)	18,2 (37)	30,6 (103)
Bloc	10,7 (38)	12,4 (54)	10,5 (51)	10 (49)	6,1 (4)
Libéraux	40,8 (172)	36,7 (135)	30,2 (103)	26,2 (77)	18,9 (34)
PC	12,2 (12)				
All/Conservateurs	25,5 (66)	29,6 (99)	36,3 (124)	37,6 (143)	39,6 (166)
Autres	2,3	1,4 (1)	1 (1)	1,2 (2)	0,9

Tableau II : Québec

	2000	2004	2006	2008	2011
Votants	64,1 (75)	59 (75)	63,9 (75)	61,7 (75)	62,1 (75)
Verts		3,3	4	3,5	2,1
NPD	1,8	4,6	7,5	12,2 (1)	42,9 (59)
Bloc	39,9 (38)	48,9 (54)	42,1 (51)	38,1 (49)	23,4 (4)
Libéraux	44,2 (36)	33,9 (21)	20,7 (13)	23,7 (14)	14,2 (7)
PC	5,6 (1)				
All/Conservateurs	6,2	8,8	24,6 (10)	21,7 (10)	16,5 (5)
Autres	2,3	0,7	1,1 (1)	0,8 (1)	0,9

Tableau III : Ontario

	2000	2004	2006	2008	2011
Votants	58 (103)	61,7 (106)	66,6 (106)	58,6 (106)	62,1 (106)
Verts		4,4	4,7	8	3,8
NPD	8,3 (1)	18,1 (7)	19,4 (12)	18,2 (17)	25,6 (22)
Libéraux	51,5 (100)	44,7 (75)	39,9 (54)	33,8 (38)	25,3 (11)
PC	14,4				
All/Conservateurs	23,6 (2)	31,5 (24)	35,1 (40)	39,2 (51)	44,4 (73)
Autres	2,2	1,3	0,9	0,9	0,9

Tableau IV : Provinces de l'Atlantique

	2000	2004	2006	2008	2011
Votants	(32)	(32)	(32)	(32)	62 (32)
Verts		3	2,3	6	3
NPD	16,6 (4)	22,6 (3)	22,7 (3)	26 (4)	29,5 (6)
Libéraux	40,7 (19)	43,8 (22)	39,9 (20)	35 (17)	29,3 (12)
PC	31,3 (9)				
All/Conservateurs	10,2	30 (7)	34,5 (9)	29,6 (10)	37,9 (14)
Autres	1,2	0,6	0,6	3,4 (1)	0,3

Tableau V : Ouest et Nord

	2000	2004	2006	2008	2011
Votants	(91)	(95)	(95)	(95)	59,6 (95)
Verts		5,4	5,3	8,5	5,9 (1)
NPD	12,5 (8)	20,4 (9)	22 (14)	21,5 (15)	26,5 (16)
Libéraux	25,4 (17)	27 (17)	22,8 (16)	16,4 (8)	12 (4)
PC	10 (2)				
All/Conservateurs	49,6 (64)	45,3 (68)	48,4 (65)	52,3 (72)	54,5 (74)
Autres	2,5	1,9 (1)	1,5	1,3	1,1